



Direction des Affaires Financières et Economiques

Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques

## NOTE DE SERVICE

A l'attention de Mesdames et Messieurs les  
Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt  
Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt  
Chefs de Services Régionaux de statistique agricole  
Chefs de Services Départementaux de statistique agricole

Dossier suivi par: Magali DEMOTES-MAINARD et Maurice DESRIERS

Tél.: 01 49 55 85 15 et 85 91

Fax: 01 49 55 85 00

Réf. SCEES: 22/99/062/DC

Réf. DAFE: DAFE/SCEES/N99-1542

Date: 23 juin 1999

Objet: **Comptes départementaux de l'agriculture en base 1995**

La Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation s'est réunie le mardi 15 juin sous la présidence de René GROUSSARD. Vous avez été destinataire des documents présentés. Les conséquences du rebasement au niveau départemental ont été évoquées par les représentants de l'APCA et de la FNSEA.

Sur le calcul de l'indice départemental des fermages et la substitution du nouvel indicateur R.B.E.A. (revenu brut d'entreprise agricole) à l'ancien RBE (résultat brut d'exploitation), le représentant de la DEPSE a expliqué le principe de raccord des indices en évolution, sans incidence sur le niveau absolu au moment du raccord. Les évolutions seront désormais calculées avec la nouvelle notion de revenu, choisie la plus proche possible de l'ancienne, sans effet rétroactif. En toute hypothèse, l'ancien et le nouveau concepts sont fortement corrélés.

L'autre question posée porte sur le classement relatif des départements qui, dans des cas extrêmes, peut se traduire par un décalage de plusieurs dizaines de places en plus ou en moins, ce qui nécessite des explications.

Celles-ci sont de deux ordres :

. les changements de concepts : introduction des ETA et CUMA, des activités para-agricoles, etc...

. le rebasement proprement dit des séries qui, par construction, va toujours dans le sens d'une évaluation plus fiable, prenant en compte les progrès de la connaissance acquis depuis la précédente base (1980). C'est particulièrement significatif sur certains produits (fruits, légumes) et certains postes de charge (charges locatives, intérêts) et de consommations intermédiaires qui utilisent largement les données du RICA notamment.

### **POUR EXECUTION :**

MM. Les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt

MM. les Chefs de Services Régionaux de statistique agricole

Mmes. MM. Les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt

Mmes. MM. Les Chefs de Services Départementaux de statistique agricole

**POUR INFORMATION :** Direction, Sous-Directions, Bureaux du SCEES

Compte tenu de ces interrogations, les représentants professionnels ont souhaité que ces explications puissent être portées à la connaissance des responsables locaux. Les chargés d'études économiques des chambres d'agriculture ont été réunis à cette fin le 28 mai 1999. Mais le point pourrait aussi être, par exemple, inscrit à l'ordre du jour d'une session de chambre régionale d'agriculture. Les statisticiens agricoles régionaux et départementaux disposent des éléments pour animer une telle séance d'information. Vous pourrez aussi, sous réserve des contraintes de leur calendrier, solliciter le concours des spécialistes nationaux, notamment Magali DEMOTES-MAINARD, sous-directeur des synthèses statistiques et des revenus, et Maurice DESRIERS, chef du bureau des comptes et revenus.

Le Chef du Service Central des  
Enquêtes et Etudes Statistiques,

J. REY